

INTERNATIONAL

L'EUROPE AU SUFFRAGE UNIVERSEL ET L'EUROPE DE SCHMIDT

Toute rencontre entre l'impérialisme français et l'impérialisme allemand, depuis 1963 a pour enjeu la construction européenne. Depuis la publication du rapport Tindemans, puis son approbation pour les organismes de la Communauté Économique Européenne, il est acquis que le parlement européen sera élu au suffrage universel. Giscard, notamment, a avoué ce projet, qui intervient quand la suprématie allemande s'affirme sur l'Europe.

Au mois de juillet, Helmut Schmidt déclama que les participants du sommet de Porto-Rico-Etats Unis, Allemagne, France, et Grande Bretagne avaient pris la décision de ne pas accorder de prêts à l'ITALIE si le PCI venait au pouvoir. Cela souleva un beau tollé, mais dans la situation de compromis historique rampant, le gouvernement italien n'existant que par l'abstention critique du PCI, c'est ce qui se fait. Lors du dernier voyage du premier ministre italien aux USA, puis lors du voyage du vice-président US, Mondale, en Italie, la semaine dernière, l'Italie n'obtint aucune garantie pour un prêt qu'elle demandait au FMI.

A l'égard de l'ANGLETERRE, l'Allemagne a exigé avec les USA pour que le prêt de 3,9 milliards de dollars soit effectué par le Fonds Monétaire International, que le gouvernement mette au point un plan d'austérité plus dur. Ce qui fut fait, non seulement les salaires étaient bloqués, mais un plan de réduction

des dépenses publiques adopté. Celui-ci signifie des milliers de licenciements, ainsi que l'abandon de projets tels que les constructions d'écoles, d'hôpitaux, etc...

A l'égard du PORTUGAL, le parti social démocrate allemand combinant son intervention à celle de l'ambassade US, a fourni à profusion des fonds à Soarès, le chef du Parti Socialiste pour qu'il soit en mesure d'arracher le pouvoir des mains du PCP qui colonisait progressivement l'appareil d'Etat.

A l'égard de l'ESPAGNE, Willy Brandt se rend au congrès du PSOE, le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne en novembre dernier. Il lui apporte son soutien en même temps qu'il rend visite au premier ministre Adolfo Suarez. Les fonds du Parti Social Démocrate viennent alimenter les caisses du parti socialiste aussi bien en Catalogne, qu'en Espagne même.

Pour la pression économique et financière, en pesant sur les partis socialistes, l'Allemagne de Schmidt s'impose comme le leader de l'Europe en construction, en même temps que le second des USA en Europe. L'Allemagne œuvre à l'intégration européenne que soutiennent les USA, une Europe construite sur le modèle allemand.

LE MODÈLE ALLEMAND

«Nous devons être un modèle pour l'Europe» déclarait Willy Brandt le président du parti devant des ouvriers allemands. Le système des interdictions professionnelles, par lequel tout «ennemi de la constitution» est chassé des emplois dans la Fonction Publique, la censure, ouverte et insidieuse de tout ce qui est moyens d'expression, la liquidation des droits de la défense dans les tribunaux, lors des procès à caractère politique, l'utilisation de la chirurgie du cerveau pour modifier le comportement des prisonniers dont nous avons eu récemment un exemple sur les écrans de TF 1, tout cela combiné à la liberté d'action des anciens mais, à leur participation à l'appareil d'Etat constitue le fameux «modèle allemand» qu'ils veulent imposer à l'Europe. La convention dite «anti-terroriste» qui vient d'être signée par la plupart des pays membres du conseil de l'Europe répond



Schmidt et Genscher, le Chancelier et son ministre des affaires étrangères. De quoi souffler !

aux vœux du ministre de l'intérieur Raihoffer. Les entretiens de ce dernier avec Poniowski qui se déroulent parallèlement aux discussions Giscard-Schmidt s'inscrivent dans le cadre d'une collaboration plus étroite des polices.

L'EUROPE AMÉRICAINE

L'intégration européenne, qui se fait sans la suprématie de plus en plus marquée de l'impérialisme allemand constitue une menace des plus graves pour les libertés démocratiques, pour les conditions même de vie des masses et enfin pour la souveraineté nationale de tous les pays participant à la construction de l'Europe. Dans le même temps la suprématie allemande lie plus étroitement l'Europe à la super puissance américaine qui attribue à l'Allemagne le titre de « locomotive de l'économie mondiale » au même titre le Japon et les USA. De son côté, Schmidt déclarait « Les excellentes relations entre nos deux pays sont maintenant si bien établies que je ne pense pas qu'un changement tant à Washington qu'à Bonn puisse les remettre en cause ».

La voie de construction de l'Europe dans laquelle se sont engagés les impérialismes européens, dont l'impérialisme français constitue une grave menace pour le peuple de France. Et la gauche française en est entièrement partie prenante, notamment par les liens privilégiés qu'entretient le parti de Mitterrand avec le parti de Schmidt.

G. Carrat

LE PARTI DE MITTERRAND ET LE PARTI DE SCHMIDT «IL N'Y A JAMAIS EU D'OPPOSITION ENTRE LE S.P.D. ET LE P.S.»

Commentant la sortie de Schmidt à propos de l'Italie, Mitterrand déclarait : « Je ne crois pas que Helmut Schmidt ait exprimé l'opinion du parti social-démocrate. Il a parlé en chef d'Etat. D'ailleurs, il n'y a jamais eu d'opposition entre le SPD et le PS, surtout depuis que ce dernier est redevenu le premier parti de France ».

Le député PS, Bouloche annonçait de son côté comme un « événement d'une grande signification » la rencontre entre le PS et le SPD, tenue au début du mois et selon laquelle ils se sont mis d'accord sur toutes les questions discutées.

« A Bonn vient d'être constitué entre le Parti Socialiste français et le SPD allemand, un groupe de travail se proposant d'examiner en commun les problèmes relatifs à la politique économique et au projet de société préconisés par les deux formations. La nouvelle est d'importance ».

Ainsi l'éventualité, ouvertement confirmée par Defferre, de Mitterrand premier ministre de Giscard loin de représenter un coup d'arrêt à la construction européenne américano-allemande, ne peut que la renforcer d'autant plus si le SPD reste au pouvoir.

Les difficultés d'Helmut Schmidt

«Les sociaux démocrates ne doivent pas s'accrocher au pouvoir».

Au moins un million six cent mille chômeurs sont connus sans compter 400 000 départs à la retraite anticipée, et les 750 000 travailleurs immigrés qui ont été chassés d'Allemagne depuis 1973. Parmi ces 2 750 000 travailleurs, 421 000 touchent une allocation décente ; cette situation va s'aggravant. De leur côté les syndicats ont fortement renoué lors des négociations salariales, refusant le blocage des salaires.

La « prospérité » allemande qui se traduit par un surplus commercial élevé est lentement grignotée. Le bénéfice du commerce extérieur était de 50,8 milliards de Marks en 1974, de 37,3 milliards en 1975 et de 34,5 milliards en 1976. On est loin des déficits records de Barre et de l'anglais Callaghan, mais les contre-coups de la crise frappent aussi en Allemagne.

Enfin, depuis les élections en octobre dernier une certaine incertitude politique règne. Le gouvernement de Schmidt est minoritaire. Ses alliés du parti libéral passent dans certains Länder, des accords avec la CDV, le parti démocrate chrétien. Lors d'un congrès tenu à la fin du mois de janvier, Wehner, le chef du groupe parlementaire, et Egon Buhr, le secrétaire général du parti ont affirmé que les « sociaux démocrates n'avaient certainement pas intérêt à s'accrocher au pouvoir ».

Les difficultés économiques qui émergent, l'incertitude politique n'adoucissent en rien les appétits allemands, ils ne feront que rendre plus aiguë la bataille pour la suprématie d'une Europe dans laquelle depuis le début de la crise l'impérialisme français a de plus en plus le dessous.

SADATE MENACE

D'après un décret signé à la télévision, Sadate a mis hors la loi tous les partis et autres que ceux mis en place en novembre. La participation à des grèves, des regroupements des attaques contre l'administration seront punies de peines de travaux forcés à perpétuité. Dans le discours de présentation de son projet, il a également exigé l'austérité la plus sévère, déclarant notamment : on ne peut dépenser 170 livres quand nous en gagnons cent. L'endettement fantastique de l'Égypte est en grande partie responsable de cette situation.

AFRIQUE DU SUD

De nouvelles lois répressives

Un projet de loi vient d'être proposé en Afrique du Sud. Il donnera des pouvoirs accrus « en matière de défense et dans la lutte contre les désordres intérieurs ». Selon celui-ci, la censure totale pourra être imposée à la presse, des bâtiments réquisitionnés, les réservistes rappelés plus fréquemment.

A la fin de la semaine dernière les élèves du Cap poursuivaient la grève des cours. A Sowéto, les étudiants ont repris les cours. Dans toutes les rues de la ville et notamment autour des écoles des policiers en armes circulaient.

GRÈVE DES MINEURS DE CHROME

Plus de 1 000 mineurs africains de la mine de chrome de Kroondal à cent kilomètres au nord-ouest de

Johannesbourg se sont mis en grève la semaine dernière pour exiger des hausses de salaires. Selon la « général Hining », qui possède la mine, celle-ci aurait vu sa production totalement stoppée.

Tandis que les représentants de la compagnie ouvraient des négociations, Vorster, le premier ministre envoyait d'importantes forces de police armée prendre position face aux mineurs.

FRANCE ISRAËL : LES POURVOYEURS D'ARMES

M. Leslie Harriman, président de la commission des Nations-Unies sur l'apartheid a déclaré : « Quand la France dit qu'elle ne fournit plus telle ou telle arme à l'Afrique du Sud, cela veut simplement dire qu'elle a conclu avec ce régime des

accords qui lui permettent de fabriquer les armes en question sous licence ». Israël serait sur le point de livrer 20 avions à réaction « Kfir 1 » deux navires sont en cours d'achèvement dans le port de Haïfa. Chacun de ces deux navires est équipé de fusées « Gabriel ». Par ailleurs le matériel militaire électronique américain fabriqué à Tel Aviv sous licence est réexporté vers l'Afrique du Sud. En retour, l'Afrique du Sud livre à Israël de la houille, de l'or, des diamants, du sucre et du tabac. Israël et l'Afrique du Sud coopèrent dans la recherche nucléaire, en utilisant l'uranium d'Afrique du Sud.

Ainsi, en neuf ans, les deux régimes racistes ont multiplié par trente leurs échanges.